

DÉCLARATION DE M. FRANÇOIS HOLLANDE, PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE, SUR LES PROPOSITIONS DES DIRIGEANTS SOCIAUX-DÉMOCRATES DE L'UNION EUROPÉENNE EN FAVEUR D'UNE POLITIQUE ÉCONOMIQUE ALTERNATIVE ET SUR LA SITUATION EN UKRAINE, À PARIS LE 30 AOÛT 2014.

30 AUGUST 2014 - SEUL LE PRONONCÉ FAIT FOI

J'ai réuni ce matin les chefs de gouvernement socialistes, sociaux-démocrates ainsi que les principaux dirigeants de cette famille politique ici, à Paris, à l'Élysée.

Je souhaitais le faire, c'est d'ailleurs la deuxième fois, pour préparer un Conseil européen qui est particulièrement crucial. Il va désigner le haut représentant, ce que l'on pourrait appeler le ministre des Affaires étrangères de l'Union européenne, et le président du Conseil européen, alors même que le président JUNCKER, président de la Commission est en train de composer son équipe, son collège et de répartir les responsabilités.

Ce Conseil européen se tient dans un contexte qui est à la fois grave sur le plan international, avec ce qui se passe en Ukraine, j'y reviendrai et qui est préoccupant sur le plan économique. Les chiffres qui ont été publiés il y a quelques jours montrent qu'en Europe la reprise est trop faible et fragile et qu'il y a aussi une inflation particulièrement basse qui indique bien que l'Europe est en sous-activité, ce qui provoque un chômage trop élevé.

Avec les chefs de gouvernement qui sont venus ici autour de moi à Paris, nous avons donc pris un certain nombre d'orientations. La première orientation, c'est de faire que l'Europe soit tournée davantage qu'aujourd'hui vers la croissance et vers l'emploi. Des initiatives sont nécessaires. Nous avons soutenu la proposition de Matteo RENZI, président du Conseil italien de réunir un sommet de l'Union européenne, à 28 donc, en Italie le 6 octobre sur la question de la croissance et avec la volonté de mettre l'emploi au cur des choix européens. Ce Sommet de l'Union européenne sera suivi, j'en ai fait moi-même la proposition, par un Sommet de la zone euro, si nos partenaires l'acceptent, de manière à ce que nous puissions traduire cette volonté dans les responsabilités qui sont les nôtres pays de la zone euro, pays qui partagent une même monnaie et qui doivent prendre des décisions pour que cette monnaie apporte stabilité, c'est le cas, mais surtout prospérité, c'est-à-dire croissance.

Nous avons également délibéré sur ce que devrait être une politique économique à l'échelle de l'Europe qui puisse atteindre les objectifs de croissance et d'emploi.

D'abord nous avons relevé les déclarations du président de la Banque centrale européenne, Mario DRAGHI et confirmé le diagnostic qu'il a lui-même posé, c'est-à-dire qu'il y a une insuffisance de la demande en Europe et à partir de là, un assouplissement de la politique monétaire est opportun. Mais nous ne pouvons pas rester simplement en attente d'une politique monétaire plus accommodante. Nous avons aussi à faire des choix comme européens, comme chefs d'Etat et de gouvernement, dans nos pays respectifs, à mener les réformes. C'est ce que je fais en France avec le gouvernement. Ces réformes doivent conduire à la croissance, mais elles ne peuvent pas réussir s'il n'y a pas de croissance. C'est pourquoi nous devons trancher le nud gordien si je puis dire. Oui, aux réformes, toutes les réformes nécessaires pour améliorer notre compétitivité, faire en sorte que nous puissions être plus productifs, avoir davantage de concurrence là où elle est nécessaire, plus de pouvoir d'achat aussi, réduire les déficits, mais en même temps le faire dans un contexte de croissance. Les réformes doivent conduire à plus de croissance et la croissance doit permettre qu'il y ait plus de réformes.

Puis, il y a ce que doit faire l'Europe. Nous nous sommes donc rangés derrière les propositions de Jean-Claude JUNCKER, mais nous avons demandé qu'elles puissent être engagées le plus vite possible. Je parle de ce plan d'investissement de 300 milliards d'euros, investissements publics, investissements privés qui devront être reliés, qui devront être surtout engagés dès la fin de l'année ou le début de l'année prochaine.

Puis, il y a aussi la flexibilité qui doit être compatible avec les règles qui existent pour le respect de nos engagements. Là j'insiste aussi, la France, comme les pays qui sont ici, ce matin, veut que les engagements soient respectés. Mais en même temps, nous voulons qu'il y ait des marges de flexibilité,

c'est-à-dire que le rythme de réduction des déficits puisse être compatible justement avec les objectifs de croissance.

Voilà ce qui a été l'essentiel des discussions que nous avons portées. Parce que pour nous, le principal c'est de réorienter l'Europe et de faire qu'elle puisse répondre davantage qu'aujourd'hui aux préoccupations de nos concitoyens en matière d'emploi et de croissance.

Il y avait aussi un autre ordre du jour concernant les personnes qui peuvent prendre des responsabilités au sein des institutions européennes. Nous avons tous rappelé notre soutien à la candidate italienne, Mme Mogherini pour qu'elle devienne la prochaine haute représentante pour la politique extérieure et de sécurité de l'Europe. Parce que c'est une bonne candidate, pas simplement parce qu'elle est sociale-démocrate ou parce qu'elle est soutenue par mon ami Matteo RENZI. Non, parce que c'est une bonne candidate. Elle est jeune, mais elle a déjà de l'expérience. Elle est engagée comme ministre des Affaires étrangères dans son propre pays sur l'ensemble des sujets qui aujourd'hui sont ceux hélas des crises que nous connaissons dans le monde. J'ai bon espoir qu'elle sera choisie ce soir.

Pour la Présidence du Conseil européen, nous avons tous admis qu'il était nécessaire que ce soit une démarche de consensus qui puisse l'emporter et pas une démarche partisane. Il s'agit de l'Europe. Il ne s'agit pas simplement d'une répartition en fonction de critères idéologiques ou de sensibilité politique. L'avenir de l'Europe ne se négocie pas à l'aune des partis qui composent les 28 pays.

Nous avons besoin d'une démarche de rassemblement, nous avons besoin d'un consensus, mais il y a des personnalités au sein de la famille sociale-démocrate en Europe qui peuvent convenir.

Nous avons aussi le souci de faire que les responsabilités qui vont être confiées soient mises en perspective avec la composition de la Commission européenne. Elle est de la seule responsabilité du Président JUNCKER, mais il a lui-même pris des engagements et notamment de confier ce qu'on appelle le portefeuille ECFIN, c'est-à-dire les questions de suivi de la politique économique européenne, à une personnalité sociale-démocrate ou socialiste et nous insisterons là-dessus parce que c'est conforme, nous aussi nous le pensons, à nos priorités.

Je vais terminer par l'Ukraine, parce que c'est par là que nous avons commencé, parce que c'est là que l'inquiétude est la plus forte. C'est la crise la plus grave depuis la fin de la guerre froide parce que c'est tout près de l'Europe, aux frontières de l'Europe.

L'Ukraine est, maintenant d'ailleurs, un pays associé à l'Union européenne. Donc, ce qui s'y produit, concerne directement l'Europe, pas seulement l'Europe, le monde entier, mais particulièrement l'Europe. Il y a incontestablement une aggravation de la situation : présence de matériels venant de Russie, présence de soldats, c'est probable, en tout cas, de séparatistes armés et aidés par la Russie. Il y a une escalade qui fait que le nombre de morts est impressionnant, 2 500 ces dernières semaines, qu'il y a une population civile qui est particulièrement exposée, qu'il y a maintenant des déplacés, des réfugiés. Alors, là encore l'Europe doit agir, elle l'a déjà fait, mais il y a face à cette aggravation de la tension de nouvelles décisions à prendre.

Ce soir, au Conseil européen, le Président ukrainien Petro POROCHENKO sera présent et sera particulièrement écouté dans ce qu'il nous dira de la situation de son pays. Les sanctions seront sans doute augmentées et la Commission européenne aura à travailler sur l'élévation de leurs niveaux.

La France, elle, est à l'initiative. Vous savez, qu'avec la Chancelière, je n'ai pas ménagé les efforts pour que nous puissions être toujours en contact avec aussi bien les Ukrainiens, à travers leur Président qu'avec le Président POUTINE. Nous avons tout fait depuis la rencontre de Normandie, pour que les fils du dialogue puissent être renoués. A chaque fois, nous avons demandé que la solution politique soit choisie parce que c'est la seule possible. Nous avons posé des exigences notamment pour le contrôle des frontières, pour le dialogue entre les Ukrainiens, pour qu'il puisse y avoir la fin de ces livraisons qui font qu'aujourd'hui la Russie est partie prenante.

J'ai eu moi-même hier un entretien téléphonique avec Vladimir POUTINE, je lui ai rappelé ce qui pour la France était essentiel, d'abord le respect de l'intégrité de l'Ukraine, de sa souveraineté, ensuite l'arrêt de l'aide aux séparatistes qui ne peut entraîner qu'une escalade supplémentaire, enfin la reprise du dialogue entre Ukrainiens, auquel la Russie est apparemment attachée, de manière à ce qu'une issue politique puisse être trouvée.

J'ai dit la disponibilité de la France, une fois encore, pour permettre qu'il puisse y avoir une rencontre justement dans le cadre du format Normandie comme nous l'avions fait le 6 juin. Mais il y a des

justement dans le cadre du format allemand, comme nous l'avons fait le 8 juin. Mais, il y a des préalables, il faut que la Russie marque par des gestes sa volonté d'en terminer avec ce qui se passe en Ukraine.

Il n'y a pas de temps à perdre. Je sais que pendant près de deux semaines, le Président POUTINE sera en déplacement, doit-on laisser la situation s'aggraver au risque qu'elle débouche sur une véritable guerre ? C'est le risque aujourd'hui, donc il n'y a pas de temps à perdre et je le dirai au Conseil européen, toutes les initiatives doivent être engagées pour qu'il puisse y avoir une solution pour l'Ukraine.

Voilà Mesdames et Messieurs ce qu'a été cette rencontre, une rencontre entre Chefs d'état et de gouvernement qui ont des engagements politiques, parce qu'en Europe, la politique doit avoir sa place et en même temps, des Chefs d'état et de gouvernement ainsi que des dirigeants, le Président du parlement européen était présent, qui ont un sens de ce que doit être l'engagement européen qui dépasse à un moment les familles politiques et qui doit aller à l'essentiel, c'est-à-dire, la croissance, l'emploi pour que les peuples puissent retrouver confiance et la sécurité et la paix. C'est en fonction de ces deux principes, faire que les Européens vivent mieux et vivent en paix, que j'ai souhaité prendre cette initiative aujourd'hui. Merci.